



Assemblée générale

Distr. générale
21 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 71 a) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits de l'enfant : promotion et protection des droits de l'enfant

Le bien-être et l'autonomisation des filles en milieu rural

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans sa résolution [74/134](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à la soixante-seizième session, un rapport sur la mise en œuvre de la résolution, notamment les améliorations constatées dans l'investissement social, économique et politique mené par les États Membres en faveur de l'autonomisation des filles vivant en milieu rural, en vue d'évaluer les effets de la résolution sur leur bien-être. Le présent rapport traite des progrès de la mise en place du cadre juridique et normatif destiné à venir en aide aux filles qui vivent en milieu rural, des investissements sociaux, économiques et politiques en faveur de leur autonomisation, et des enjeux associés. Il fournit des recommandations pour la poursuite des progrès.

* [A/76/150](#).



I. Introduction

1. Les filles et les femmes qui vivent en milieu rural se heurtent à des difficultés particulièrement tenaces dues à leur environnement rural et aux discriminations fondées sur le genre. Elles ne forment cependant pas un groupe homogène et du fait de leurs expériences complexes, elles font généralement face à des contraintes variées qui pèsent sur leur autonomisation sociale, économique et politique, à savoir des inégalités et des phénomènes d'exclusion lorsqu'il s'agit d'accéder aux services de santé, à la prévention et au traitement du VIH, aux services de santé sexuelle et procréative, à l'éducation, à la propriété foncière, à l'eau et à l'assainissement, aux structures décisionnelles de la société, au secteur agricole et au marché du travail, et à un emploi juste et équitable. Dans le monde, les filles sont particulièrement exposées à des situations de discrimination, de violence, d'exploitation et d'atteintes sexuelles, d'insécurité alimentaire, de travail non rémunéré, de mariage forcé, de travail des enfants, de traite des êtres humains, sans oublier les normes socioculturelles néfastes auxquelles elles sont soumises¹.

2. En dépit de ces enjeux et de ces obstacles considérables, des investissements sont réalisés afin de soutenir l'autonomisation sociale, économique et politique des filles vivant en milieu rural, sous diverses formes et dans le monde entier.

II. Cadre juridique et normatif et engagements

3. Les États sont tenus de permettre à toutes les filles de jouir de leurs droits et de mettre fin à toute forme de discrimination à leur égard. Cette obligation est consacrée par le cadre juridique international pertinent et par les traités fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La Convention relative aux droits de l'enfant et les protocoles facultatifs s'y rapportant renforcent en particulier l'obligation des États parties de garantir les droits de tous les enfants dans des conditions d'égalité et sans discrimination aucune.

4. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et plusieurs conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) contiennent également des obligations pertinentes.

A. Progrès accomplis sur les plans international et régional

5. L'action menée par le passé et axée sur la nécessité d'améliorer la vie des femmes et des filles en milieu rural a ouvert la voie aux avancées plus récentes. Cette nécessité a été soulignée pour la première fois en 1995 dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, il y a plus de 25 ans. En outre, l'adoption en 2015 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 a offert aux États Membres la possibilité d'accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles vivant en milieu rural.

¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA) et Programme alimentaire mondial (PAM), *Rural Women and Girls 25 Years after Beijing : Critical Agents of Positive Change* (Rome, 2020). Disponible à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/3/cb1638en/cb1638en.pdf>.

6. En 2018, lors de sa soixante-deuxième session, la Commission de la condition de la femme a défendu l'objectif de réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles rurales, en soulignant la situation des filles handicapées en milieu rural et la nécessité de renforcer les cadres et les politiques qui favorisent l'autonomisation des femmes et des filles dans ces régions.

7. Toujours en 2018, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a publié la recommandation générale n° 37 (2018) relative aux aspects liés au genre de la réduction des risques de catastrophe dans le contexte des changements climatiques, notant que les femmes rurales et les femmes autochtones (et par extension les filles) sont directement touchées par les changements climatiques et les catastrophes en tant que productrices de denrées alimentaires et travailleuses agricoles.

8. En 2020, la Convention de 1999 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur les pires formes de travail des enfants (n° 182), qui exige des mesures pour éliminer les pires formes de travail des enfants, notamment pour les filles en milieu rural, est devenue la première convention de l'OIT à être ratifiée par l'ensemble des États membres. En outre, l'Assemblée générale a déclaré que 2021 serait l'Année internationale de l'élimination du travail des enfants.

9. Ces dernières années, les titulaires de mandats au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme n'ont cessé d'appeler à la conduite de vastes campagnes de sensibilisation visant à remettre en question les attitudes culturelles qui légitiment le mariage d'enfants et à mettre en place des registres de l'état civil pour tous les mariages, en particulier dans les zones rurales, isolées et habitées par des peuples autochtones, où les filles sont davantage exposées au risque de mariage d'enfants. À cet égard, le rapport de 2019 sur la visite au Népal de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences est pertinent ([A/HRC/41/42/Add.2](#)).

10. Lors du Sommet de Nairobi de 2019, qui marquait le 25^e anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement, plus de 400 chefs d'État et de gouvernement ont ainsi pris des engagements visant à mettre fin aux pratiques préjudiciables, dont près d'un quart ont expressément prévu des actions propres à éliminer le mariage d'enfants et le mariage et l'union précoces et forcés, qui touchent de manière disproportionnée les filles vivant en milieu rural.

11. En 2020, l'Union africaine a adopté le Plan d'action décennal pour l'éradication du travail des enfants, du travail forcé, de la traite des êtres humains et de l'esclavage moderne sur la période 2020-2030. La stratégie de l'Union africaine pour la période 2019-2023 renforce également sa campagne pour mettre fin au mariage d'enfants en Afrique (2014-2018). L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté en 2018 une résolution sur le mariage forcé en Europe. En 2019, la coalition des Premières Dames de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a signé la Déclaration de Niamey des Premières Dames de la CEDEAO pour mettre fin au mariage d'enfants et promouvoir la scolarisation des filles et leur autonomisation.

B. Progrès accomplis sur le plan national

12. Les États Membres se sont employés à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles rurales en intégrant cette question aux lois, aux politiques, aux stratégies, aux activités et aux programmes nationaux, en application des conventions et des cadres internationaux.

13. Par exemple, la politique de développement rural de la Malaisie à l'horizon 2030 traite de l'éducation et de l'autonomisation des jeunes en milieu rural, et notamment des filles. De même, la Politique nationale de protection complète de l'enfance et de l'adolescence de la République d'El Salvador comprend des objectifs orientés vers les questions de genre et les zones rurales. La nouvelle stratégie pour l'enfance de la République d'Azerbaïdjan vise à instaurer l'égalité des chances pour les enfants, notamment les filles dans les régions ou les zones reculées pour la période 2020-2030. Au Pérou, la stratégie nationale relative aux changements climatiques plaide pour un développement rural qui tienne compte de la problématique de genre et de la diversité culturelle. En 2020, l'Italie a créé un fonds pour encourager le développement de l'entrepreneuriat féminin dans l'agriculture.

14. En Australie, le Plan national de lutte contre la violence à l'égard des femmes et de leurs enfants (2010-2022) a pour objectif de proposer des initiatives ciblées et culturellement adaptées aux femmes et aux enfants aborigènes et insulaires du détroit de Torres. En 2020, la Commission australienne des droits de l'homme a publié un rapport fondé sur une consultation pluriannuelle auprès de femmes et de filles autochtones des régions et des zones reculées².

III. Investissements sociaux, économiques et politiques en faveur de l'autonomisation des filles en milieu rural

A. Pauvreté et inclusion sociale

15. Parmi les personnes les plus pauvres du monde, beaucoup sont des filles et des femmes vivant dans des conditions inacceptables et habitant souvent dans un environnement rural. Les interventions menées par les organisations multilatérales, les gouvernements nationaux et les organisations et les réseaux de la société civile visent à améliorer leurs conditions et à les rendre autonomes.

16. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et Oxfam America investissent dans l'autonomisation sociale des filles et des femmes en milieu rural par l'intermédiaire de l'Initiative R4 en faveur de la résilience des communautés rurales, dont l'objectif est de permettre aux familles rurales vulnérables d'accroître la sécurité de leurs revenus. En Afrique orientale et australe, l'école pratique d'agriculture et d'apprentissage de la vie pour les jeunes développe les compétences agricoles, l'entrepreneuriat et l'autonomie fonctionnelle des filles en milieu rural.

17. Certaines interventions ont également pour but de surmonter les obstacles en matière de documentation auxquels sont confrontées les filles et les populations vivant dans des régions rurales et reculées. Au Libéria, par exemple, les programmes menés pour élargir la portée des services d'enregistrement des naissances en 2019 ont conduit à la création de 14 centres d'enregistrement des naissances supplémentaires dans les hôpitaux et les bureaux de district de quatre comtés ruraux. En Inde, un programme innovant qui associe un numéro d'identification unique à l'enregistrement des naissances a entraîné une hausse de la demande d'enregistrement des naissances dans les communautés rurales. En Haïti, de nouveaux officiers de l'état civil et clercs ont été formés pour couvrir les zones les plus reculées³.

² Allyson Campbell, Amy Stevens, Ariane Dozer *et al.*, *Wiyi Yani U Thangani (Women's Voices): Securing Our Rights, Securing Our Future* (Commission australienne des droits de l'homme, 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://apo.org.au/sites/default/files/resource-files/2020-12/apo-nid310043.pdf>.

³ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *Goal Area 3: Every child is protected from violence and exploitation, Global Annual Results Report 2019* (New York, 2020). Disponible à

B. Éducation

18. Grâce aux investissements dans l'éducation, les filles sont plus nombreuses que jamais à jouir de leur droit à l'éducation. Depuis 1995, le nombre de filles inscrites dans l'enseignement primaire et secondaire a augmenté de 180 millions, et les filles obtiennent des résultats supérieurs ou égaux à ceux des garçons en lecture et en mathématiques⁴. Néanmoins, les inégalités fondées sur le genre en matière d'éducation persistent et touchent de manière disproportionnée les filles, notamment celles vivant en milieu rural.

19. Investir dans l'éducation des filles présente de multiples avantages, notamment l'amélioration de leurs perspectives économiques et en matière d'emploi, et de leur protection sociale. Les filles qui ont la possibilité de bénéficier d'une éducation de meilleure qualité sont moins susceptibles de se marier à un âge précoce ou d'être impliquées dans le travail des enfants, et sont plus susceptibles d'avoir un emploi formel et des revenus plus élevés⁵.

20. Cependant, de nombreuses filles sont toujours exposées à des obstacles multiples qui les empêchent de terminer leurs études, notamment le fait de vivre dans des endroits isolés ou mal desservis. À cet égard, protéger les familles des filles en milieu rural face aux chocs économiques et encourager les parents à maintenir leurs filles à l'école, par l'intermédiaire de programmes de transferts monétaires par exemple, sont des actions déterminantes.

21. Même lorsqu'elles sont scolarisées, nombre de filles n'acquièrent pas les compétences dont elles ont besoin pour leur avenir, à savoir des compétences fondamentales et transférables, des compétences dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, mais aussi des compétences numériques, entrepreneuriales et spécialisées. Certains programmes s'attaquent directement à ce problème, comme l'initiative brésilienne qui s'attache à enseigner l'électronique, la programmation informatique et la robotique aux filles de l'État rural de Goiás. D'autres programmes, adoptés par un nombre croissant de pays ces dernières années, s'emploient quant à eux à concevoir des systèmes pour attirer et affecter des enseignants qualifiés en milieu rural⁶.

22. Dans le contexte du passage aux plateformes d'apprentissage à distance en réponse à la pandémie de COVID-19, des instances ont réalisé des investissements en faveur d'une réponse éducative plus solide pour tous les enfants, notamment les filles en milieu rural. Par exemple, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI), Plan International et le Fonds Malala ont élaboré le guide « Reconstruire l'égalité : Guide

l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/media/73766/file/GARR-2019-Goal-Area-3-2020.pdf.pdf>.

⁴ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), *Rapport mondial de suivi sur l'éducation, Rapport sur l'égalité des genres – Une nouvelle génération : 25 ans d'efforts pour atteindre l'égalité des genres dans l'éducation* (Paris, 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375469>.

⁵ Banque mondiale, « Half of the population does not have the chance to achieve their full potential ». Disponible à l'adresse suivante : <http://documents1.worldbank.org/curated/en/924471541079772899/pdf/131634-BRI-girls-PUBLIC-Series-World-Bank-Education-Overview.pdf>.

⁶ UNICEF, *Goal Area 2: Every child learns – Global Annual Results Report 2019* (New York, 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/media/71801/file/Global-annual-results-report-2019-goal-area-2.pdf>.

de rescolarisation des filles », qui s'intéresse aux questions de genre dans le cas des fermetures d'écoles liées à la pandémie, notamment en milieu rural.

23. À l'occasion de la réouverture des écoles, certains pays se sont attachés à renforcer les dispositifs de soutien aux filles, notamment en proposant des consignes de rentrée pour les femmes enceintes et les jeunes mères, des mécanismes de prévention et d'intervention face à la violence de genre en milieu scolaire et des programmes de rattrapage scolaire visant à prévenir la perte d'apprentissage à long terme, dont certains ciblent plus particulièrement les filles en milieu rural.

C. Santé et VIH

24. Nombreux sont les types d'investissements destinés à améliorer l'accès aux soins de santé pour les filles vivant en milieu rural. La Thaïlande, par exemple, modernise les centres de santé locaux dans les zones reculées et soutient l'activité des unités mobiles spécialisées dans les soins pré et postnatals, la vaccination, le soutien à l'allaitement et d'autres domaines. En Afghanistan, la multiplication des cliniques mobiles a permis de toucher plus de 1,4 million de femmes et d'enfants vulnérables vivant dans des régions isolées⁷. Au Yémen, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et les autorités locales ont mis en place un réseau d'agents de santé communautaires dans les zones rurales afin de fournir des soins de santé de base aux enfants, filles et garçons, et aux familles qui sont plus difficiles à atteindre⁸. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient s'est attaché à déterminer et à répondre aux besoins urgents des filles et des garçons dans les régions reculées et difficiles d'accès de la République arabe syrienne et dans les communautés de réfugiés isolées en Cisjordanie à la suite de l'introduction de restrictions dues à la pandémie de COVID-19. Ces efforts concernent notamment le développement des services de santé mobiles et des livraisons de nourriture, et la fourniture de kits d'hygiène menstruelle, notamment pour les filles handicapées⁹.

25. Dans les pays où la charge épidémique est élevée, le nombre d'adolescentes et de jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) qui contractent le VIH a légèrement diminué au cours de la dernière décennie grâce à une action concertée visant à garantir que les programmes nationaux intègrent davantage de solutions adaptées aux filles et aux jeunes femmes et à leurs partenaires sexuels, notamment par l'intermédiaire d'investissements dans la santé sexuelle et procréative et dans les droits en matière de procréation, ainsi que d'approches combinées de prévention et de traitement¹⁰. Par exemple, les entités des Nations Unies et d'autres organismes s'efforcent de promouvoir l'autonomisation des filles, en particulier celles qui vivent avec le VIH,

⁷ UNICEF, *Gender equality: Global annual results report 2019* (New York, 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/media/71421/file/Global-annual-results-report-2019-gender-equality.pdf>.

⁸ UNICEF, *Goal Area 1: Every child survives and thrives – Global Annual Results Report 2019* (New York, 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/media/72471/file/Global-annual-results-report-2019-goal-area-1.pdf>.

⁹ Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, « Disability inclusion annual report 2020 » (2020). Disponible à l'adresse suivante : https://www.unrwa.org/sites/default/files/content/resources/unrwa_disability_inclusion_report_2020_final.pdf.

¹⁰ Coalition mondiale pour la prévention de l'infection à VIH, *Mise en œuvre de la Feuille de route pour la prévention du VIH à l'horizon 2020 – Quatrième rapport intermédiaire* (Genève, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), 2020). Disponible à l'adresse suivante : https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/fourth-annual-progress-report-global-hiv-prevention-coalition_fr.pdf.

et notamment les filles en milieu rural, par des actions de sensibilisation et la fourniture d'informations sur la santé sexuelle et procréative, ainsi que par l'enseignement de l'autonomie fonctionnelle et de la gestion financière.

D. Violence, atteintes et exploitation sexuelles

26. Il existe diverses formes d'investissements ayant pour objectif de réduire la violence et les atteintes sexuelles contre les enfants ainsi que leur exploitation, notamment contre les filles vivant en milieu rural. Par exemple, pour réduire la violence dans les environnements d'apprentissage, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et ses partenaires ont lancé la coalition mondiale Mettre fin à la violence et l'initiative « Safe to Learn ». Pour lutter contre l'exploitation, les atteintes sexuelles et les pratiques abusives en ligne envers les enfants, et notamment les filles vivant en milieu rural, 24 pays ont mis en œuvre le modèle d'intervention national élaboré par l'Alliance mondiale « WeProtect », qui mobilise les secteurs de l'information et de la communication dans le but de mettre fin à ce fléau.

27. Alors que les familles ont été confrontées à des défis sans précédent impliquant la charge de leurs enfants dans le contexte des confinements liés à la pandémie et des fermetures d'écoles en 2020, l'UNICEF s'est concentré sur une approche multisectorielle visant à prévenir la violence et les atteintes au sein du foyer, y compris les violences commises contre des filles en milieu rural, en limitant les facteurs qui contribuent à de tels comportements et en orientant les parents vers de bonnes pratiques de gestion de la pression. À cet égard, l'UNICEF a augmenté ses investissements dans des services d'assistance téléphonique pour enfants qui tiennent compte des questions de genre et s'est efforcé d'en garantir l'accès aux enfants et aux familles, notamment aux filles vivant en milieu rural. Dans le contexte de la pandémie, l'UNICEF a également œuvré à renforcer les services de santé mentale et de soutien psychosocial aux filles et des garçons, y compris dans les zones rurales, notamment par l'intermédiaire d'espaces sûrs, d'activités entre pairs, de soutien psychologique non spécialisé et de soins cliniques de santé mentale dans 116 pays¹¹.

28. Pour réduire le risque de violence et d'exploitation des jeunes en situation de vulnérabilité, notamment les filles et les jeunes femmes en milieu rural, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime apporte son soutien dans les domaines relatifs à l'autonomie fonctionnelle et à l'état de droit. Par exemple, une formation à l'autonomie fonctionnelle axée sur le sport et visant à lutter contre les stéréotypes de genre nuisibles a été mise en œuvre dans 12 pays d'Afrique, d'Asie centrale, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et des Caraïbes.

E. Pratiques préjudiciables

29. Bien que les chiffres restent élevés, avant la pandémie de COVID-19, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) avait signalé une baisse significative ces dernières années des mariages d'enfants et des mutilations génitales féminines (MGF) – pratiques préjudiciables qui peuvent toucher de manière disproportionnée les filles en milieu rural, où les normes et pratiques sociales conservatrices bien ancrées sont susceptibles de rendre toute action plus difficile.

30. Les investissements visant à mettre fin au mariage d'enfants ont ciblé les causes profondes de ce phénomène, notamment la pauvreté, l'exclusion sociale et les obstacles à l'éducation, et ont pour objectif d'accroître l'autonomisation des filles, de remodeler les attentes sociales, d'améliorer l'accès à une éducation sûre et de bonne

¹¹ UNICEF, *Goal Area 3*.

qualité, de renforcer l'indépendance financière des filles et d'élaborer des stratégies et des plans d'action nationaux. De tels programmes sont menés dans le monde entier, notamment en Équateur, en Égypte, en Guinée, en Inde, à Malte, au Népal, au Rwanda, au Sénégal et au Togo. Le Programme mondial Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) – UNICEF visant à mettre fin au mariage d'enfants a soutenu les efforts régionaux en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et en Afrique australe.

31. Le FNUAP et l'UNICEF continuent de diriger le Programme commun de lutte contre les mutilations génitales féminines, qui œuvre pour doter 16 pays cibles de services de prévention et de protection. En outre, l'UNICEF a travaillé dans d'autres régions, notamment dans le cadre de l'Initiative Spotlight. Son action comprend notamment un soutien en faveur de déclarations publiques contre les MGF, la mise en place de structures de surveillance communautaire, la mobilisation des hommes et des garçons, l'autonomisation des filles et la promotion de campagnes de sensibilisation locales et de mesures judiciaires. Le Burkina Faso a par exemple mis en place trois tribunaux mobiles dans les zones rurales et éloignées, ce qui a permis de procéder à 115 arrestations et 34 condamnations liées aux MGF¹².

F. Alimentation et nutrition

32. Depuis 2000, grâce aux investissements réalisés par les États Membres, les agences multilatérales et d'autres instances pour lutter contre l'insécurité alimentaire et promouvoir la nutrition des enfants, la proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance a diminué d'un tiers dans le monde. De même, entre 2000 et aujourd'hui, on compte 80 millions d'enfants de plus exclusivement nourris au sein¹³.

33. La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) représente un engagement important de la part des États membres de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) visant à assurer la mise en œuvre durable de politiques et de programmes de nutrition, notamment pour les filles vivant en milieu rural. En 2020, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a accéléré la prestation de services pour la prévention du retard de croissance et d'autres formes de malnutrition dans la petite enfance, y compris pour les filles en milieu rural. Le Mali, avec le soutien de l'UNICEF, a par exemple formé des femmes dirigeantes chargées de mener des activités de sensibilisation à l'échelle locale à destination des mères appartenant à des communautés rurales et marginalisées¹⁴.

34. En 2019, le Programme alimentaire mondial (PAM) a fourni des repas scolaires à 17,3 millions d'enfants (dont 50 % de filles) en milieu rural et urbain, et a intégré l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans ses programmes de nutrition¹⁵. Pendant les fermetures d'écoles, le PAM a adapté ses programmes pour distribuer des rations à emporter en remplacement des repas servis dans les écoles.

¹² Ibid.

¹³ Ces prévisions se fondent sur des analyses menées par le groupe de travail UNICEF/OMS/Banque mondiale, qui fournit des estimations conjointes sur la malnutrition. Voir UNICEF, OMS et Banque mondiale, « Joint malnutrition estimates: key findings of the 2019 edition », mars 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.who.int/publications/i/item/unicef-who-the-world-bank-group-joint-child-malnutrition-estimates-levels-and-trends-in-child-malnutrition-key-findings-of-the-2019-edition>.

¹⁴ UNICEF, *Goal Area 1*.

¹⁵ PAM, document WFP/EB.A/2020/4-A. Disponible à l'adresse suivante : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000116867/download/>.

35. Il est essentiel de recueillir des données sur l'importance de la prévention de la malnutrition chez les enfants les plus vulnérables, notamment les filles autochtones et celles vivant dans des zones reculées ou rurales. À cette fin, le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNICEF et les partenaires de la société civile ont mené des dizaines de missions d'intervention rapide au Soudan du Sud en 2019 afin de viser une plus grande équité en matière de traitement pour les enfants et les femmes les plus vulnérables vivant dans des endroits reculés¹⁶.

G. Eau, assainissement et hygiène

36. En 2020, avec le soutien de l'UNICEF, 7,3 millions de femmes et de filles habitant principalement en milieu rural (pour les pays qui communiquent des données ventilées par sexe) ont pu accéder à un service d'approvisionnement en eau potable salubre et 9 millions à des services d'assainissement de base. La promotion de toilettes adaptées aux questions de genre et séparées pour les filles et les garçons est essentielle pour assurer une hygiène et une santé menstruelles sûres, sécurisées et dignes pour toutes les adolescentes. En 2020, l'UNICEF a contribué à équiper plus de 3 800 écoles, dont 80 % en milieu rural, d'installations sanitaires séparées pour les filles et les garçons.

37. Il est nécessaire de comprendre les besoins en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les régions rurales, ainsi que les questions liées au genre, afin de mener des investissements destinés à améliorer les conditions de vie des filles. À cet égard, le gouvernement cambodgien a par exemple développé son système d'information sur la gestion de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour atteindre les zones rurales et ventiler les données selon plusieurs facteurs, dont le sexe¹⁷. Autre exemple, le Soudan a lancé sa première évaluation nationale du programme WASH dans les écoles et a intégré une étude des problèmes affectant les filles en milieu rural, tels que les disparités urbaines et rurales et l'accès à des installations et services privés de lavage et de santé et d'hygiène menstruelles¹⁸.

H. Participation des filles en milieu rural

38. La participation des filles aux décisions qui ont des répercussions sur leur vie contribue à renforcer la société civile, à faire progresser le principe de responsabilité, à instaurer une cohésion sociale et à promouvoir des politiques efficaces. La création et le renforcement de plateformes stratégiques (telles que les parlements de jeunes et les clubs d'enfants), de mécanismes de dialogue avec les décideurs et de formations professionnelles contribuent à encourager la participation des filles.

39. Au Népal, une stratégie de gouvernance locale adaptée aux enfants a institué la participation des enfants, filles et garçons, aux comités de planification, notamment dans les communautés rurales. L'initiative Les jeunes africaines savent coder, mise en œuvre conjointement par l'Union internationale des télécommunications et l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), forme les filles, notamment celles vivant en milieu rural, pour qu'elles

¹⁶ UNICEF, *Goal Area 1*.

¹⁷ UNICEF, *Goal Area 5: Every Child has an Equitable Chance in Life – Global Annual Results Report 2019* (New York, 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/media/72341/file/Global-annual-results-report-2019-goal-area-5.pdf>.

¹⁸ UNICEF, *Goal Area 4: Every Child Lives in a Safe and Clean Environment – Global Annual Results Report 2019* (New York, 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/media/71336/file/Global-annual-results-report-2019-goal-area-4.pdf>.

puissent suivre des études et faire carrière dans les technologies de l'information et de la communication (TIC).

40. Les initiatives visant à prévenir et à combattre la COVID-19 impliquent également les filles et les femmes, notamment celles vivant en milieu rural. En Iraq, par exemple, plus de 500 filles et jeunes femmes sont devenues pairs éducateurs en matière de COVID-19, formant plus de 17 000 filles et jeunes femmes. Au Bhoutan, plus de 2 000 filles scouts ont diffusé des messages pour aider à freiner la propagation du virus. Au niveau mondial, l'UNICEF a créé une nouvelle version de sa Boîte à outils pour l'expression et l'innovation des adolescents adaptée à la pandémie de COVID-19 et a encouragé sa diffusion.

IV. Enjeux et répercussions de la pandémie de COVID-19

A. Pauvreté, discrimination et privation persistantes

41. Les normes socioculturelles négatives persistantes, les normes de genre discriminatoires et les autres restrictions complexes imposées aux femmes et aux filles en milieu rural continuent de limiter leur accès à la terre, aux services, aux ressources productives, aux infrastructures, à la protection sociale, aux services financiers et à d'autres ressources. Cela entrave alors leur capacité d'action et provoque leur exclusion ou leur sous-représentation dans les institutions et les structures de gouvernance, de direction et de prise de décision. En outre, certaines formes de corruption, telles que les pots-de-vin et l'utilisation du sexe comme monnaie d'échange, affectent les femmes et les filles de manière disproportionnée et restreignent plus encore leur accès aux services de base, particulièrement en milieu rural¹⁹.

42. Les zones rurales ont tendance à être laissées pour compte dans la mise en œuvre des programmes de protection sociale et les programmes visant à réduire la pauvreté rurale laissent souvent pour compte les femmes. // Dans leur mise en œuvre, les programmes de protection sociale ont tendance à négliger les zones rurales, et les programmes visant à réduire la pauvreté rurale laissent souvent pour compte les femmes. Même avant la pandémie de COVID-19, l'aide au développement rural et agricole ne comportait qu'un petit nombre des projets ayant pour objet de transformer les rôles négatifs liés au genre et d'autonomiser les femmes et les filles en milieu rural. Depuis lors, seule une poignée de pays à faible revenu ont commencé à intégrer des mesures de protection sociale dans le cadre de leur lutte contre la COVID-19. Il s'agit principalement d'adaptations administratives, de transferts en nature, d'alimentation scolaire et de dispenses de paiement de factures²⁰.

43. Dans de nombreuses régions du monde, les femmes et les filles autochtones vivant en milieu rural continuent de subir de graves discriminations et un manque de reconnaissance. Étant donné que les femmes et les filles n'ont généralement pas accès aux sources de revenus et à l'épargne et ne sont pas à même de peser sur les décisions qui concernent leur propre vie, la distanciation et les restrictions de mouvement

¹⁹ Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), *The Time is Now: Addressing the Gender Dimensions of Corruption* (Vienne, 2020). Disponible à l'adresse suivante : https://www.unodc.org/documents/corruption/Publications/2020/THE_TIME_IS_NOW_2020_12_08.pdf.

²⁰ FAO, « Social protection and COVID-19 response in rural areas » 8 avril 2020 et FAO, « La lutte des femmes rurales pour faire évoluer favorablement les inégalités entre les sexes », Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition, discussion en ligne n° 142 (2017). Disponibles aux adresses suivantes : <http://www.fao.org/policy-support/tools-and-publications/resources-details/fr/c/1270751/> ; <http://www.fao.org/3/bs946f/bs946f.pdf>.

imposées par la pandémie sont susceptibles d'accroître leurs difficultés économiques, leur pauvreté et les privations qu'elles subissent²¹.

44. Les filles handicapées vivant en milieu rural se heurtent souvent à de multiples formes de discrimination fondées à la fois sur leur handicap et sur leur sexe, lesquelles s'ajoutent souvent à un manque d'accès à l'eau, à l'assainissement, aux soins de santé et à l'éducation²².

B. Restrictions en matière d'éducation

45. Dans le monde, on compte plus de filles n'allant pas à l'école que de garçons et ce désavantage relatif des filles par rapport aux garçons augmente lorsqu'il est cumulé à de la pauvreté et à un environnement rural. Par exemple, dans la région arabe, il est établi que les filles et les femmes handicapées vivant en milieu rural présentent les taux les plus faibles en matière d'alphabétisation, de niveau d'instruction et de fréquentation scolaire²³.

46. Les filles vivant en milieu rural rencontrent d'innombrables obstacles dans l'accès à une éducation de bonne qualité, à savoir des inégalités de genre profondément ancrées, la pauvreté au sein des ménages, l'isolement géographique, la marginalisation politique, l'attitude des parents, les grandes distances à parcourir pour se rendre à l'école et des environnements d'apprentissage où la sécurité et les installations sanitaires sont insuffisantes ou non adéquates. Seules 53 % des écoles dans le monde proposent un accès à des installations équipées d'eau et de savon, lesquelles sont essentielles pour la gestion de l'hygiène menstruelle. En outre, les possibilités d'enseignement en dehors de l'école, comme la formation professionnelle, ne sont parfois pas adaptées ou pas disponibles pour les filles vivant en milieu rural. Les adolescentes qui ne vont pas à l'école, notamment celles qui vivent dans les zones rurales, sont plus exposées au mariage forcé, aux grossesses précoces, à la violence et à la traite des êtres humains que celles qui vont à l'école²⁴.

47. Les données ventilées sur la scolarisation et les résultats d'apprentissage des femmes et des filles vivant en milieu rural ou dans des communautés autochtones sont limitées. La plupart des pays recueillent les taux d'inscription et non les taux d'achèvement, alors que la fréquentation s'avère une mesure plus pertinente, celle des filles pouvant être limitée par leurs responsabilités domestiques ; par les travaux qu'elles réalisent en dehors de la maison ; par l'absence d'installations sanitaires adaptées ; par le mariage d'enfants ou la grossesse précoce ; ou encore par la violence et le harcèlement fondés sur le genre dans les environnements d'apprentissage²⁵.

48. Les fermetures d'écoles dues à la pandémie de COVID-19 ont pesé très lourdement sur les enfants, qui dépendent souvent des écoles en matière de nutrition,

²¹ FAO, FIDA et PAM, *Rural Women and Girls 25 Years after Beijing* et FAO, « Social protection and COVID-19 ».

²² *Disability and Development Report: Realization of the Sustainable Development Goals by, for and with Persons with Disabilities* (2018) (publication des Nations Unies, 2019) et Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, recommandation générale n° 34 (2016) sur les droits des femmes rurales. Disponibles aux adresses suivantes : <https://social.un.org/publications/UN-Flagship-Report-Disability-Final.pdf> ; <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/CEDAW/C/GC/34>.

²³ Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, *Disability in the Arab Region 2018* (Beyrouth, 2018). Disponible à l'adresse suivante : https://www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/disability-arab-region-2018-english_1.pdf.

²⁴ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2020* et FAO, FIDA et PAM, *Rural Women and Girls 25 Years after Beijing*.

²⁵ Voir [A/HRC/26/39](#).

de soutien psychosocial et de services de santé. Les enfants vivant en milieu rural risquent également de devoir travailler dans des conditions dangereuses et de souffrir de problèmes nutritionnels liés à la restriction ou à l'interruption des programmes d'alimentation scolaire. La pandémie a probablement entraîné une hausse du nombre de filles victimes de mariages d'enfants et a également amplifié l'exposition à des violences sexuelles et fondées sur le genre²⁶. Au début de la crise de la COVID-19, les services de santé sexuelle et procréative et les structures de dépistage, de prévention et de traitement du VIH ont probablement été privés de ressources déterminantes²⁷.

49. Les dispositifs d'enseignement à domicile sont susceptibles de discriminer les filles vivant en milieu rural en raison des normes sociales et de genre, qui sont plus favorables aux garçons lorsqu'il s'agit de transmettre des ressources limitées²⁸. Les filles vivant dans les foyers les plus pauvres ont également moins de chances de disposer d'un endroit calme pour se concentrer sur leurs études et/ou de bénéficier du soutien parental nécessaire²⁹. Les programmes d'enseignement à distance peuvent être plus difficiles d'accès pour les filles non scolarisées, car elles assument davantage de corvées comme les tâches ménagères et la prestation de soins³⁰. C'est pourquoi les filles risquent d'être moins nombreuses à retourner à l'école lorsque celles-ci rouvriront³¹.

50. La fracture numérique a fait des ravages parmi les étudiants dans les populations rurales et a empêché un nombre croissant de filles d'accéder à l'éducation dans le contexte de la fermeture des écoles due à la pandémie. L'UNICEF signale que plus de 70 % des étudiants qui ne sont pas touchés par les dispositifs d'apprentissage à distance vivent en milieu rural³². Ce constat est aggravé pour les filles, qui exercent des prestations de soins et des travaux domestiques non rémunérés susceptibles de les empêcher de participer pleinement et efficacement aux dispositifs d'apprentissage en ligne et numériques³³. En outre, dans de nombreux pays, les compétences dans les

²⁶ UNICEF, « COVID-19: a threat to progress against child marriage » (2021). Disponible à l'adresse suivante : <https://data.unicef.org/resources/covid-19-a-threat-to-progress-against-child-marriage/>.

²⁷ Nations Unies, « Policy Brief: The impact of COVID-19 on women », 9 avril 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2020/06/report/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women-en-1.pdf>.

²⁸ Groupe de la Banque mondiale, « Gender dimensions of the COVID-19 pandemic », 16 avril 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33622/Gender-Dimensions-of-the-COVID-19-Pandemic.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.

²⁹ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Combatting COVID-19's effect on children » (2019). Disponible à l'adresse suivante : https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=132_132643-m91j2scsyh&title=Combatting-COVID-19-s-effect-on-children.

³⁰ Save the Children, « COVID-19: millions out of school, jeopardizing the future of children in West and Central Africa » (3 avril 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.savethechildren.net/news/covid-19-millions-out-school-jeopardising-future-children-west-and-central-africa>.

³¹ Antonique Koning, Jamie Anderson et Yasmin Bin-Humam, « Women in rural and agricultural livelihoods facing COVID-19 », blog du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, 27 juillet 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cgap.org/blog/women-rural-and-agricultural-livelihoods-facing-covid-19>.

³² UNICEF, « COVID-19: are children able to continue learning during school closures - a global analysis of the potential reach of remote learning policies using data from 100 countries », 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://data.unicef.org/resources/remote-learning-reachability-factsheet/>.

³³ UNFPA-UNICEF, « Adapting to COVID-19: pivoting the UNFPA-UNICEF Global Programme to End Child Marriage to respond to the pandemic », 23 septembre 2020. Disponible à l'adresse suivante : https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Responding_to_COVID-19_Pivoting_the_GPECM_to_the_pandemic.pdf.

technologies de l'information et des communications ont tendance à favoriser les garçons, et les filles ont moins souvent accès à des ordinateurs et à Internet au sein du foyer³⁴.

C. Manque d'accès aux services

51. Dans de nombreuses régions du monde, de grandes inégalités en matière de santé persistent entre les zones rurales et urbaines, en raison notamment d'un accès plus limité aux services de santé, aux informations liées à la santé et à des services culturellement adaptés. Les filles sont particulièrement menacées par cet état de fait. En Afrique subsaharienne, par exemple, 52 % des adolescentes et des jeunes femmes vivant en milieu rural ne sont pas à même de prendre des décisions concernant leur santé³⁵.

52. Les femmes et les adolescentes autochtones ont moins de chances de bénéficier des services que la population générale³⁶. En outre, les prestataires de soins de santé conventionnels ont tendance à sous-estimer les pratiques de santé traditionnelles des femmes et des filles autochtones, ce qui accentue encore les inégalités³⁷. Les femmes et les filles handicapées vivant en milieu rural courent un risque plus grand de voir leur santé sexuelle et procréative et leurs droits en matière de procréation limités³⁸.

53. Dans les zones rurales, les filles qui sont les plus exposées au VIH et au sida en raison d'un large éventail de facteurs tels que la pauvreté, les inégalités de genre, les pratiques culturelles néfastes et la violence sexuelle sont particulièrement défavorisées en matière d'accès aux informations et aux services essentiels. Ces jeunes femmes ont des connaissances plus limitées sur le VIH et accèdent moins facilement au dépistage du VIH et aux contraceptifs modernes. C'est pourquoi l'incidence de l'infection à VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) reste anormalement élevée, surtout en Afrique subsaharienne³⁹. Cependant, les données ventilées entre les zones rurales et urbaines concernant l'incidence du VIH sont rares, et peu d'informations sont disponibles sur les filles de moins de 15 ans.

54. Les adolescentes en milieu rural sont également vulnérables face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. La moitié des adolescentes vivant dans les régions rurales à faible revenu de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire mangent moins de trois repas par jour. Les adolescentes peuvent être particulièrement exposées

³⁴ Diogo Amaro, Lauren Pandolfelli, Ingrid Sanchez-Tapia *et al.*, « COVID-19 and education: the digital gender divide among adolescents in sub-Saharan Africa », UNICEF Connect blog, 4 août 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://blogs.unicef.org/evidence-for-action/covid-19-and-education-the-digital-gender-divide-among-adolescents-in-sub-saharan-africa/>.

³⁵ Les données proviennent d'enquêtes démographiques (2011-2016) de 28 pays dans lesquels vivent 83 % des femmes âgées de 15 à 24 ans en Afrique subsaharienne. Voir le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), « Women and Girls and HIV », 2018. Disponible à l'adresse suivante : https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/women_girls_hiv_en.pdf.

³⁶ UNFPA, UNICEF et l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), « Fiche informative : Santé maternelle et mortalité maternelle des femmes issues des populations autochtones » (2018). Disponible à l'adresse suivante : https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/factsheet_v20_French.pdf.

³⁷ FAO, FIDA et PAM, *Rural Women and Girls 25 Years after Beijing*.

³⁸ Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, recommandation générale n° 34.

³⁹ ONUSIDA, « Agissons maintenant pour combattre les profondes inégalités et mettre fin aux pandémies », Rapport mondial actualisé sur le sida 2020 (Genève, 2020). Disponible à l'adresse suivante : https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/2020_global-aids-report_fr.pdf.

à la malnutrition, car les normes culturelles liées au genre font qu'elles sont souvent défavorisées dans l'accès à la nourriture et à l'éducation et limitées dans leurs perspectives de vie⁴⁰. Par ailleurs, les adolescentes et les femmes en âge de procréer ont des besoins en nutriments supérieurs à la moyenne.

55. La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions négatives importantes sur la santé et la nutrition des populations rurales pauvres, notamment des filles, et pourrait entraîner l'émaciation de 6,7 millions de filles et de garçons supplémentaires âgés de moins de 5 ans au cours des 12 prochains mois. Cela représenterait une augmentation de 14 % et plus de 10 000 décès d'enfants supplémentaires par mois, principalement en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne⁴¹. Dans certains cas, les jeunes filles et les autres habitants des zones rurales meurent de maladies qui pourraient être traitées, car les centres de santé et le personnel médical sont mobilisés dans la lutte contre la COVID-19.

D. Violence fondée sur le genre et pratiques préjudiciables

56. En moyenne, une femme sur trois dans le monde subira des violences fondées sur le genre au cours de sa vie. Selon une analyse de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), la violence physique ou sexuelle commise par un mari ou un partenaire domestique est plus fréquente en milieu rural qu'en milieu urbain dans 26 pays⁴². Ces chiffres sont probablement encore plus élevés, étant donné que les femmes et les filles vivant en milieu rural sont moins susceptibles que leurs homologues des zones urbaines de signaler ces violences⁴³. Le stress économique et le stress au sein du foyer, combiné à la distanciation physique liée à la pandémie, ont conduit à une augmentation de la violence fondée sur le genre et de la violence domestique dans le monde entier, y compris dans les zones rurales⁴⁴. À l'échelle mondiale, 19 % de l'ensemble des victimes détectées de la traite des êtres humains sont des jeunes filles, dont 72 % sont victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle⁴⁵.

57. Les filles handicapées sont souvent l'objet d'une stérilisation ou d'avortements forcés, elles sont exposées de manière disproportionnée aux atteintes sexuelles et aux viols et risquent davantage de subir des violences fondées sur le genre. Lorsqu'elles vivent dans des régions rurales et reculées, elles courent un plus grand risque d'être victimes de violence, d'exploitation et d'atteintes que les filles non handicapées⁴⁶.

58. En milieu rural, les filles sont plus vulnérables face aux atteintes sexuelles portées en ligne et hors ligne, au harcèlement, à la sextorsion et à la manipulation psychologique d'un enfant à des fins sexuelles (« grooming » en anglais). La rareté de l'information à destination des populations sur la prévention de tels crimes, la

⁴⁰ UNICEF, *Goal Area 1*.

⁴¹ Henrietta Fore, Qu Dongyu, David M Beasley *et al.*, « Child malnutrition and COVID-19 : the time to act is now », *The Lancet*, vol. 396, n° 10250 (27 juillet 2020). Disponible à l'adresse suivante : [https://www.thelancet.com/article/S0140-6736\(20\)31648-2/fulltext](https://www.thelancet.com/article/S0140-6736(20)31648-2/fulltext).

⁴² Analyse de données par l'ONU-Femmes du Programme d'enquêtes démographiques et sanitaires STATcompiler, données disponibles sur <http://www.statcompiler.com/>.

⁴³ FAO, FIDA et PAM, *Rural Women and Girls 25 Years after Beijing*.

⁴⁴ Koning, Anderson et Bin-Humam, « Women in rural and agricultural livelihoods facing COVID-19 ».

⁴⁵ *Global Report on Trafficking in Persons 2020* (publication des Nations Unies, 2021). Disponible à l'adresse suivante : https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/tip/2021/GLOTiP_2020_15jan_web.pdf.

⁴⁶ Voir E/CN.6/2018/3.

difficulté pour les victimes de signaler les atteintes et la prévalence des stéréotypes de genre renforcent cette vulnérabilité.

59. Les filles vivant en milieu rural sont également plus exposées au mariage d'enfants et aux mutilations génitales féminines (MGF). Dans toutes les régions, les filles qui vivent dans les zones rurales risquent davantage d'être mariées que leurs homologues en milieu urbain. Chaque année, 15 millions de filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, principalement au sein des ménages les plus pauvres et dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud⁴⁷. Le nombre exact de filles et de femmes dans le monde ayant subi une MGF reste inconnu.

60. Les fermetures d'écoles et les restrictions sociales liées à la pandémie menacent de provoquer une augmentation majeure des mariages d'enfants. Selon l'UNICEF, 10 millions de mariages d'enfants supplémentaires pourraient avoir lieu avant la fin de la décennie en conséquence directe de la pandémie⁴⁸. La pandémie risque d'annuler les progrès réalisés en vue de l'élimination des MGF à l'horizon 2030 et devrait générer la première recrudescence du travail des enfants depuis les premières estimations mondiales effectuées en 2000⁴⁹.

E. Questions climatiques

61. Les zones rurales du monde entier subissent les graves conséquences des changements climatiques, qui exacerbent également les inégalités de genre et aggravent les difficultés exceptionnelles rencontrées par les femmes et les filles⁵⁰. Surmonter les chocs et les conséquences des crises induites par le climat est particulièrement difficile pour les femmes et les filles vivant en milieu rural, qui jouissent d'une mobilité, d'un pouvoir de décision et de droits limités⁵¹. Par exemple, la sécheresse provoquée par les changements climatiques rend plus ardues la collecte et le stockage de l'eau et des carburants, tâches généralement assurées par les femmes et les filles en milieu rural. Cette situation accroît leur charge de travail et met leur sécurité en péril, car elles passent des heures supplémentaires à accomplir ces travaux. Leur accès réduit aux ressources et aux services de production limite également leurs connaissances et leur capacité à adopter des pratiques intelligentes sur le plan climatique⁵².

⁴⁷ Institut de statistique de l'UNESCO et UNICEF, *Réaliser la promesse non tenue de l'éducation pour tous : résultats de l'initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés* (Montréal, 2015). Disponible à l'adresse suivante : https://www.unicef.fr/sites/default/files/userfiles/realiser%20promesse%20non%20tenue%20education_2015.pdf.

⁴⁸ UNICEF, « COVID-19: a threat to progress against child marriage ».

⁴⁹ FNUAP, « Impact of the COVID-19 pandemic on family planning and ending gender-based violence, female genital mutilation and child marriage », note technique intermédiaire (avril 2020). OIT et UNICEF, « COVID-19 et travail des enfants : une crise, une occasion d'agir » (2020). Disponibles aux adresses suivantes : https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19_impact_brief_for_UNFPA_24_April_2020_1.pdf ; https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipcc/documents/publication/wcms_747422.pdf.

⁵⁰ Rajendra K. Pachauri *et al.*, *Changements climatiques 2014 : Rapport de synthèse* (Genève, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2015). Disponible à l'adresse suivante : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/SYR_AR5_FINAL_full_fr.pdf.

⁵¹ FAO, « La lutte des femmes rurales pour faire évoluer favorablement les inégalités entre les sexes ».

⁵² FAO et CARE, *Good Practices for Integrating Gender Equality and Women's Empowerment in Climate-Smart Agriculture Programmes* (Atlanta, 2019). Disponible à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/3/ca3883en/ca3883en.pdf>.

62. La crise socioéconomique induite par la pandémie de COVID-19 et les changements climatiques ont des répercussions disproportionnées sur les communautés rurales, et en particulier sur les communautés autochtones et les groupes minoritaires, les femmes et les filles, ainsi que les autres groupes marginalisés⁵³. Néanmoins, les femmes et les filles vivant en milieu rural continuent de jouer un rôle crucial dans l'adaptation aux effets négatifs des changements climatiques et dans leur atténuation, grâce à leurs connaissances, leurs compétences et leurs expériences uniques. Par exemple, des études montrent que les agricultrices rurales participent de façon déterminante à la conservation de la biodiversité, à la protection des plantes cultivées localement et résistantes à la variabilité climatique, à l'adoption de technologies à faible émission de carbone et à la diffusion des connaissances, et qu'elles incitent également les dirigeants à agir en faveur de solutions durables⁵⁴.

F. Droits fonciers

63. Pour les familles rurales, la terre est souvent le bien le plus important du ménage, car elle est essentielle pour la production agricole et pour la garantie de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Néanmoins, dans de nombreux pays, les femmes et les filles vivant en milieu rural bénéficient d'un accès limité à la terre et n'ont pas les mêmes droits que les hommes et les garçons en matière d'héritage, de propriété, d'occupation et de contrôle des terres⁵⁵. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), au moins 60 % des pays pratiquent encore des discriminations à l'égard du droit des filles d'hériter des terres de leurs parents, dans la loi comme dans la pratique⁵⁶. Cela restreint leur capacité à planifier à long terme et réduit leur sécurité alimentaire⁵⁷.

64. La pandémie de COVID-19 a accentué la vulnérabilité des femmes et des filles rurales pour ce qui est du droit à la terre. Pendant la pandémie, des veuves ont failli être déshéritées et perdre l'accès à la terre après le décès de leur mari. Leur sécurité foncière est également menacée par le retour de migrants sans emploi dans les communautés rurales, qui fait grimper la pression sur les terres et les ressources. Certaines femmes et jeunes filles vivant en milieu rural se heurtent à l'accaparement de leurs terres par des personnes souhaitant tirer profit des turbulences liées à la pandémie⁵⁸.

⁵³ Rachel McMonagle, « Secure land rights: a sustainable solution at the intersection of climate change and COVID-19 », Skoll Foundation (20 septembre 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://skoll.org/2020/09/20/secure-land-rights-a-sustainable-solution-at-the-intersection-of-climate-change-and-covid-19/>.

⁵⁴ Venge Nyirongo, « L'autonomie économique des femmes et le chemin vers 2030 –Mobilisation pour l'action climatique », *Chronique ONU* (15 octobre 2019). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/fr/chronique-onu/l%E2%80%99autonomie-%C3%A9conomique-des-femmes-et-le-chemin-vers-2030-%E2%80%93mobilisation-pour-l%E2%80%99action>.

⁵⁵ FAO, FIDA et PAM, *Rural Women and Girls 25 Years after Beijing* et A/74/246.

⁵⁶ UNICEF, ONU-Femmes et Plan International, « A New Era for Girls: taking stock of 25 years of progress » (mars 2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/media/65586/file/A-new-era-for-girls-2020.pdf>.

⁵⁷ FAO, « Donner aux femmes les moyens d'agir afin de ne laisser personne de côté : La FAO et l'Union africaine présentent un rapport sur les perspectives régionales concernant la parité hommes-femmes et les systèmes agroalimentaires » (28 octobre 2020). Disponible à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1319950/icode/>.

⁵⁸ Rachel McMonagle, « Secure land rights: a sustainable solution at the intersection of climate change and COVID-19 », Skoll Foundation (20 septembre 2020).

G. Questions relatives au travail et à l'agriculture

65. Dans les pays en développement, 43 % des personnes qui tirent leurs moyens de subsistance de l'agriculture sont des femmes et des filles. Le travail des enfants étant courant dans les zones rurales, les filles constituent une part importante de la main-d'œuvre agricole. Les filles rurales ont généralement plus de chances que les garçons de cumuler travaux agricoles et tâches ménagères. Les filles et les jeunes femmes rurales et autochtones travaillant dans l'agriculture sont plus susceptibles de travailler de manière informelle, de ne pas être estimées à leur juste valeur et d'être mal payées, de travailler de longues heures et de bénéficier d'un accès limité à la protection sociale, à la sécurité des revenus et aux soins de santé adéquats⁵⁹.

66. Les femmes et les filles rurales et autochtones consacrent une grande partie de leur journée aux tâches domestiques, notamment la collecte de l'eau et le ramassage du bois de chauffage, la transformation et la préparation des aliments, le déplacement et le transport du mobilier et des effets personnels, ainsi que la prestation de soins. Ces travaux sont non rémunérés et chronophages, et ils limitent la mobilité des filles, qui ont moins de temps pour aller à l'école et risquent une plus grande exposition au harcèlement et à la violence.

67. Les filles et les femmes qui travaillent dans les régions plus pauvres, notamment les zones rurales, sont plus exposées à la traite des êtres humains et à l'exploitation en raison des déséquilibres de pouvoir entre les femmes et les hommes, du manque de contrôle sur les lieux de travail et du fait qu'elles travaillent seules dans des zones reculées⁶⁰. L'« invisibilité » de certains secteurs, comme le travail domestique, alimente les pratiques d'exploitation et la traite des filles⁶¹. En outre, les enfants chargés des travaux domestiques, généralement des filles qui se déplacent des zones rurales vers les zones urbaines, ont tendance à pâtir davantage de conditions de travail relevant de l'exploitation⁶².

V. Recommandations

68. Les États et les autres acteurs concernés pourraient mettre en œuvre des politiques et des programmes transversaux et intégrés qui s'attaquent aux multiples formes de discrimination dont sont victimes les filles vivant en milieu rural, et qui répondent aux aspects multidimensionnels de la vie des adolescentes. Ces politiques et ces programmes pourraient prendre en considération l'opinion des filles en milieu rural, notamment en ce qui concerne le relèvement après la pandémie de COVID-19. Ils pourraient également donner la priorité à l'action visant à modifier les normes sociales, culturelles et traditionnelles qui alimentent les mentalités discriminatoires.

69. Les États et les autres acteurs concernés pourraient promouvoir une réforme juridique et politique qui aborde systématiquement les questions concernant les filles en milieu rural, à savoir les droits de propriété et fonciers, le contrôle des ressources, les pratiques culturelles préjudiciables, la violence, l'exploitation et les pratiques abusives, le manque d'accès aux services et à la

⁵⁹ FAO, FIDA et PAM, *Rural Women and Girls 25 Years after Beijing*.

⁶⁰ OIT, « Rural women at work: bridging the gaps » (8 mars 2018) ; et Kieran Guilbert, « Traffickers found targeting more children as COVID-19 school closures fuel danger » (Reuters, 2 février 2021).

⁶¹ *Global Report on Trafficking in Persons 2020*.

⁶² OIT, *Guide pratique pour éliminer le travail des enfants et protéger les jeunes travailleurs dans le travail domestique* (Genève, 2017). Disponible à l'adresse suivante : https://www.ilo.org/ipcc/Informationresources/WCMS_IPEC_PUB_30535/lang--fr/index.htm.

technologie, et le défaut de participation. Cette réforme pourrait prévoir d'accentuer l'action visant à éliminer le travail des enfants.

70. Les États et les autres acteurs concernés pourraient renforcer les régimes de protection sociale, les filets de sécurité économique et les programmes de lutte contre la pauvreté qui tiennent compte de la dimension de genre dans leur conception et dans leur mise en œuvre. Ces mesures pourraient répondre aux besoins particuliers des filles en milieu rural et viser à prévenir l'aggravation de la pauvreté et de l'exclusion due à la pandémie.

71. Les États et les autres acteurs concernés pourraient mettre en place des interventions ayant pour objet d'éliminer les obstacles structurels et les autres freins qui empêchent les filles vivant en milieu rural de bénéficier de dispositifs éducatifs formels et informels de qualité. Il faut pour cela investir dans des systèmes éducatifs, des programmes et des plans de lutte contre la pandémie équitables et accessibles.

72. Les États et les autres acteurs concernés pourraient agir pour que les services destinés aux filles vivant en milieu rural soient plus adaptés aux filles handicapées, plus accessibles sur le plan financier, plus équitables et de meilleure qualité, en accordant une attention particulière aux adolescentes, notamment en ce qui concerne les soins de santé physique et mentale, la santé sexuelle et procréative et les droits en matière de procréation, les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène et de nutrition, ainsi que l'aide à la prévention et à la lutte contre le VIH, la violence fondée sur le genre, les mutilations génitales féminines et la grossesse chez les adolescentes. Les filles pourraient, en outre, être invitées à participer à la conception des services et à leur prestation.

73. Les États et les autres acteurs concernés pourraient encourager une législation qui criminalise le mariage d'enfants, mener des campagnes visant à remettre en question les attitudes qui légitiment le mariage d'enfants, élargir l'accès à une scolarité sûre et de qualité pour les filles en milieu rural, renforcer le pouvoir d'action des filles exposées à un risque de mariage et apporter un soutien aux filles qui le sont déjà.

74. Les États et les autres acteurs concernés pourraient renforcer les systèmes multisectoriels de protection de l'enfance dans les zones rurales afin de prévenir la violence et de garantir un soutien global aux filles qui risquent de subir, ou qui ont subi, des actes de violence, d'exploitation et des pratiques abusives. Une attention particulière est requise pour inclure les filles handicapées et les autres filles marginalisées vivant dans des régions rurales.

75. Les États et les autres acteurs concernés pourraient créer activement des perspectives pour les adolescentes vivant en milieu rural afin qu'elles puissent faire entendre leur voix et leurs points de vue, et peser dans les décisions qui affectent leur vie, leur corps, leur éducation, leur carrière, ainsi que leur avenir au sein de leur foyer, de leur communauté et les processus politiques.

76. Les États et les autres acteurs concernés pourraient traduire leurs engagements en faveur du développement rural durable et de l'égalité des genres dans les faits, en concevant des cadres et des stratégies de lutte contre les changements climatiques qui prennent en compte les dimensions de genre ; en favorisant un financement de l'action climatique, des infrastructures, des services, des technologies et un système de protection sociale qui incluent les questions de genre ; en développant des pratiques agricoles intelligentes du point de vue du climat et du genre ; et en reconnaissant les connaissances écologiques traditionnelles des femmes et des filles.

77. Les États et les autres acteurs concernés pourraient agir en faveur de politiques, de programmes et d'investissements qui permettent un meilleur partage du travail domestique et de la prestation de soins au sein des ménages ruraux, et qui offrent une palette de moyens de subsistance plus variée pour les femmes et les filles, notamment des possibilités d'entrepreneuriat et une réforme du secteur agricole équitable pour les femmes et pour les hommes.

78. Les États et les autres acteurs concernés pourraient systématiquement investir dans la collecte de données sur le développement et l'aide humanitaire ventilées par sexe, âge et lieu, qui s'avèrent essentielles pour réaliser une analyse intersectionnelle des expériences vécues par les filles en milieu rural, et pour élaborer davantage de politiques et de programmes fondés sur des faits.

79. Les États et les autres acteurs concernés pourraient mobiliser des ressources pour stimuler les investissements à long terme qui tiennent compte des questions de genre et d'âge dans les zones rurales. Il s'agit notamment de réaliser des investissements publics par l'intermédiaire d'allocations budgétaires et de stimuler les investissements pertinents dans le secteur privé.
